



**Synergies for The Well Being of Society.
Think Tank Meeting
Brussels, Monday June 14th, 2004**

Session 1. The New Landscape

**The Metamorphosis of the Union?
Jun 14, 2004.
Par Raymond Van Ermen**

Aujourd'hui, comme l'écrivait récemment le journal « Le Monde », « alors que l'élargissement a été réalisé (...), la Commission est orpheline de projet (...) Ses directeurs généraux recherchent le thème qui remettra l'Europe en mouvement. Faute de trouver un dessein à porter, la Commission risque de devenir un lieu d'expertise, comme l'OCDE, et de se transformer en un simple secrétariat du conseil des ministres, sans réelle influence politique ». (1)

Cette rencontre s'ouvre le lendemain des premières élections européennes de l'Union à 25. Et à la fin de cette semaine le Conseil Européen devrait nommer le prochain Président de la Commission. Ce n'est évidemment pas un hasard. Le message que nous vous proposons de retravailler ensemble et de transmettre au Président de la nouvelle Commission est une invitation à faire du projet de « Société de Bien-Etre », le projet porteur qui, après l'élargissement, remettra l'Europe en mouvement. Cette Union pour laquelle le président Prodi a utilisé récemment une très belle métaphore : « deux poumons et un seul cœur ».

Le projet de société de bien-être représente en effet, selon nous, un domaine de convergence d'intérêts entre les entreprises, les syndicats et la société civile. Il est directement en phase avec le projet de Traité Constitutionnel. **Dans cette phase critique pour l'Europe que seront les deux années de « ratification » du Traité Constitutionnel, il démontre que les Institutions Européennes, ont pris la tête d'un grand mouvement pour la mise en œuvre d'un projet européen proche des préoccupations des citoyens.** Que ce projet est très concrètement source d'innovation, d'une nouvelle révolution industrielle, de nouveaux modes de production et de consommation, de nouveaux produits, de nouveaux services et emplois. Que ce projet a le courage d'ouvrir des débats sur les crises qui se rapprochent : hiver démographique, changement climatique, etc. Que ce projet s'appuie sur de nouvelles « synergies », notamment entre la Commission et les acteurs du changement (organisations et individus), pour une société de bien-être.

On devrait être conscient que les referenda qui, comme chacun le sait, ne seront pas faciles, se gagneront si et seulement si le monde politique peut à la fois mettre en valeur les avancées du Traité Constitutionnel et créer un effet d'annonce relatif aux nouvelles étapes pour les « progrès » de l'Europe des Citoyens. A la question « qu'apporte le Traité Constitutionnel aux citoyens ? » la Commission répond dans ses premières publications (2) par un ensemble de considérants mais le bien-être

des peuples n'y figure pas ! Le Forum permanent de la Société Civile (*), au contraire, demande que le Conseil Européen convoque une Convention III pour un « Contrat Européen pour une Société de Bien-Etre et un Budget Participatif ».

I. Quels changements la lecture du projet de Constitution induit-elle pour l'Europe ?

Notre réunion s'appuie sur le projet de Constitution. Is the draft European Constitution Art I-3, §1 which states that "the Union's aim is to promote peace, its values and the *well-being of its peoples* » and its Art I-3, §4 which states that "In its relations with the wider world, the Union (...) shall contribute to peace, security, the *sustainable development* of the earth, solidarity and mutual respect among peoples, *free and fair trade, eradication of poverty and protection of human rights* " (3), opening a window of opportunity to

- Secure a better life and social progress to our citizens
- leading towards a new pan-European development model
- enabling Europe to keep a global leadership and market opportunities related to new products and services towards sustainability ?

Cette rencontre vous propose de réfléchir ensemble aux changements stratégiques pour la Commission, les entreprises et la société civile qui en découlent . **Le projet de traité constitutionnel comporte de nouveaux leviers qui, activés de façon concertée, présenteraient un nouveau visage de l'Europe.** Parmi ces nouveaux éléments on retiendra notamment :

- l'objectif de bien-être
- le concept de démocratie participative
- la référence à une économie sociale de marché
- le principe d'un commerce durable et équitable
- l'objectif d'éradiquer la pauvreté et de protéger les droits de l'homme (voir aussi la Charte des Droits Fondamentaux).

2. De « Prospérité » à « Bien-Etre » ?

Les services de la Commission ont publié une Communication sur les challenges politiques et les moyens budgétaires de l'Union élargie 2007-2013.(4) L'objectif fixé : « améliorer la prospérité et la qualité de vie de nos citoyens et du monde dans lequel eux et leurs enfants vivent ».

En réalité, pour les décideurs de l'Union Européenne le seul vrai facteur déterminant c'est la « croissance », jugée trop faible pour la zone euro en particulier. Et pour l'instant la Commission, sous la pression de milieux d'affaires, a mis le développement durable au frigo, sous prétexte de privilégier la croissance.(voir avis du Comité Economique et Social sur la stratégie du développement durable (5)) Quant au plan décennal européen sur les changements de modes de production et de consommation, auquel l'Union s'est engagée à l'occasion du WSSD, il n'existe toujours pas.

Mais de quelle croissance parlons nous ? Je pense que nous approchons du moment de vérité. Au récent Forum de l'OCDE « The Health of Nations », trois formules ont fait choc pour moi :

- de la part d'un ancien membre du cabinet de Reagan « Notre croissance ? Nous sommes des danseurs sur le pont du Titanic ».
- de la part du « Chief Economist de l'OCDE ». This growth is driven by non OECD Countries (China and India).

- de la part d'une économiste chinoise. Notre croissance sera à 10% mais nous avons trois sources de blocages : l'énergie, les moyens de transport et l'eau.

Est-ce que « prospérité + qualité de vie » est égal à « bien-être » ? Je ne le pense pas. Prospérité et bien-être vont de paire mais ne sont pas synonyme. Une très intéressante étude de la New Economics Foundation (6) met en exergue un élément fondamental : la société de bien être a 4 dimensions : économique, sociale, environnementale et développement personnel. Dans une société de bien être à côté de prospérité, qualité de la vie, il y a aussi solidarité, justice et fraternité universelle comme la capacité des éco-systèmes à préserver l'environnement (carrying capacity).

Comme chacun d'entre vous, je vais m'essayer à une définition d'une Société de bien Etre .

« Une Société de Bien-être est une société où, saisissant la chance de notre interdépendance et la richesse des échanges, chaque personne voit ses besoins fondamentaux satisfaits, sa dignité reconnue et garantie, , son développement personnel soutenu, son travail être enrichissant, sa participation active encouragée, son désir de qualité de vie et de santé comme son droit à un environnement sain rencontrés, en harmonie avec la nature, dans le respect de la diversité culturelle et des droits des générations futures.

Une Société de Bien-être est une société de prospérité et de qualité de la vie, de solidarité et d'équité, de justice et de fraternité universelle.

Pour l'Europe elle est l'instrument de l'unité dans la diversité, du développement par l'éducation, la culture, la communication, l'échange, l'innovation ».

Focaliser sur le concept de « bien-être » plutôt que de « prospérité » est un choix stratégique pour la « croissance » et la « cohésion de l'Union ». C'est aussi un enjeu central dans le cadre de la mondialisation où si l'Union veut garder son « leadership » au plan international en matière environnement et social, l'Union doit se montrer en mesure de « faire la différence ». (7) :

- les valeurs et les préférences collectives (normes privées et publiques sociales, sanitaires et environnementales) deviennent le cœur du débat sur la mondialisation. C'est le thème clef du programme STIC.
- Passer du concept de prospérité à celui de bien-être c'est penser de nouveaux modes de travail, de production et de consommation, de communication et de services pour « partager avec le monde » ainsi que des modèles d'entreprise. C'est vivre les « interdépendances » comme une richesse. C'est passer à une nouvelle « phase de l'histoire de l'humanité ».

3. Partenariats Publics-Privés.

Cette question se pose d'abord au sein de l'Union élargie. N'oublions pas que dans l'Union le revenu moyen par habitant à 25 a baissé mécaniquement de 12,5% et que les disparités économiques vont doubler. Au moment où compte tenu des tendances démographiques d'une part, des aspirations de tout ceux qui vivent dans la pauvreté d'autre part (y compris dans l'Union élargie) , la question fondamentale devient : *quel modèle de société, quels nouveaux types de services et de produits, quelle place à l'entreprise sociale et au non marchand pour assurer la « croissance » à partir des indicateurs de bien-être et une meilleure mesure des coûts sociaux (en plus et en moins) .* Quel partenariats pour accélérer la transition vers une société de

bien être dans une Europe dont les différentes parties ont d'énormes différences de vécu social, de relation de la société civile aux pouvoirs publics et à l'entreprise, de type d'entrepreneariat social, etc ?

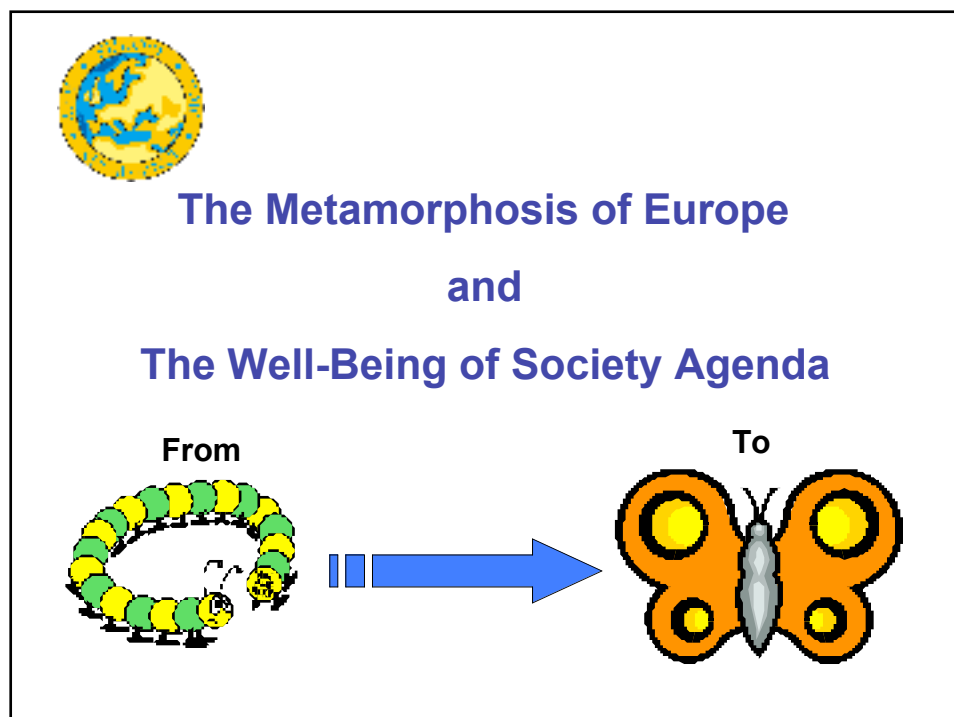
Elle se pose aussi au niveau mondial. To meet the Millennium goals, the United Nations will increasingly call on the private sector while being aware of the tensions/conflicts that this already generates. Mark Malloch Brown, UNDP Executive Director, describes these tensions around three types of issues:

- profit margin: the field of water resource management is an example which has already been abundantly studied;
- technological choices: the choice of channels such as GMOs or nuclear energy are two well-known examples;
- clauses in partnership contracts (government-business-civil society) and supervisory and negotiation bodies.

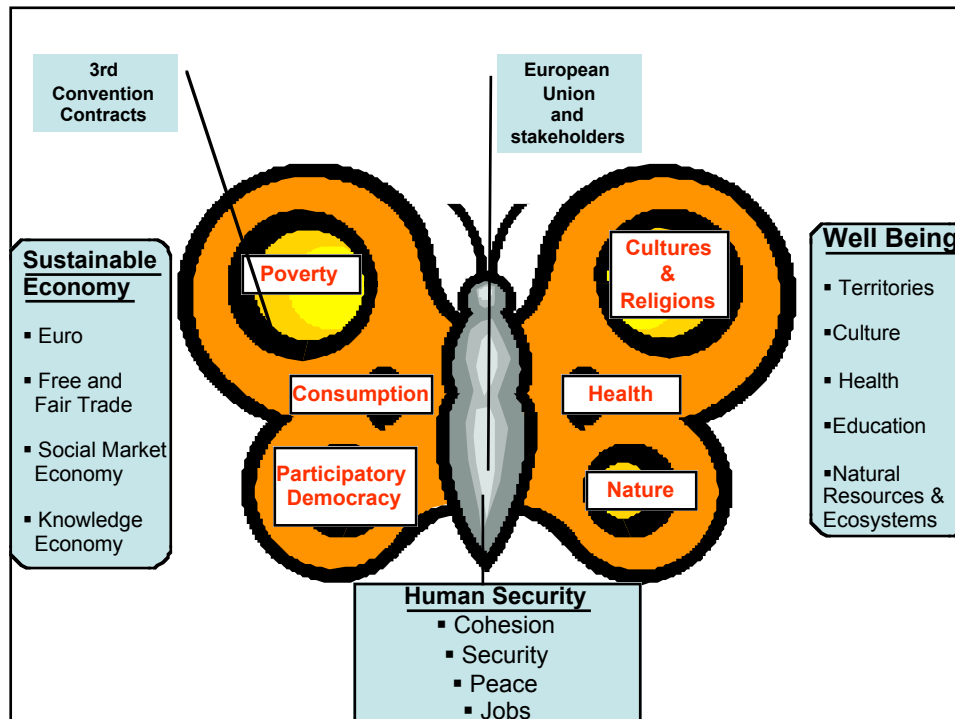
On sait que cette question est importante. Nous soutenons le concept de passer à un partenariat tri-articulé : pouvoirs publics, entreprises, société civile.

4. La métamorphose du papillon

Nous voulons faire le pari de la métamorphose de l'Union, pour reprendre la formule d'Edgard Morin, au sens où l'Union à 15 était une *chenille* et celle à 25 doit devenir un *papillon* dont tout le corps, sauf le cerveau, mue intégralement. La chenille (un cerveau + un long corps composé de la pac, le grand marché, l'euro, les fonds structurels et en queue le développement durable, la sécurité, la justice) se métamorphose en papillon. Elle garde le même cerveau (les institutions), a un corps avec deux poumons et un seul cœur.et se dote de deux ailes qui permettent de voler, dotées des couleurs les plus chatoyantes.



Les deux ailes sont nécessaires à son équilibre. Une des ailes serait appelée « économie durable » et l'autre « bien être ». Dans cette approche, les pouvoirs publics, les entreprises et les syndicats, la société civile constituent le corps du papillon. Leurs actions concertées contribuent à la « sécurité humaine et environnementale » et leurs synergies irriguent les deux ailes.



Pour ce qui est de l'aile « économie durable », il me semble qu'il faudra lier notre réflexion au renforcement de la spécialisation de l'Europe sur les marchés de la durabilité, avec des objectifs en termes d'innovation de nouvelles technologies, de nouvelles parts de marché sur les zones en croissance comme les marchés des nouveaux Etats membres, et les marchés hors Union, asiatiques en particulier. Une des questions de notre rencontre est de savoir s'il y a des plateform(e)s de technologies environnementales que les entreprises et syndicats participant à cette rencontre voudraient voir développée(s) en plus de celles lancées jusqu'ici.

Pour ce qui est de l'aile « bien être » il me semble qu'il faudra mener une très vaste réflexion sur les partenariats et la subsidiarité, le rôle de l'entreprenariat social et du non marchand.

D'un point de vue économique et financier.

1. Il s'agit de donner un nouveau contenu à la « **croissance** » économique en mettant en évidence le « potentiel » que représente le concept de société de bien être.
2. Il s'agit aussi ni plus ni moins, que de mettre l'Europe en état de préserver sa **compétitivité** sur les marchés du XXIème siècle.
3. Il s'agit de débattre des **investissements** en infrastructures et en capital humain (éducation, recherche, santé, solidarité) qui seront essentiels pour une croissance à long terme.
4. Il s'agit de prendre conscience aussi qu'un axe « société de bien être » contribue à **augmenter certains avantages immatériels** (comme le montre

l'étude de la New economics Foundation) et à **réduire des « coûts sociaux »**.

5. Il s'agit d'allier les moyens de l'Etat, des entreprises privées et de l'entrepreneuriat social comme du secteur non marchand au service du bien commun
6. Il s'agit enfin de faire le choix des bons **indicateurs** reflétant une vraie croissance du bien-être

5. Synergies pour une société de bien-être.

Comment créer des synergies entre Etats, entreprises privées, entrepreneuriat social, syndicats, secteur non marchand, ong pour un projet de société de bien-être? Quel mode de Gouvernance et de responsabilité partagée ? C'est une des questions de notre rencontre.

Le Forum a proposé une Convention III. Pour un changement « systémique » cela me semble être le meilleur outil de l'arsenal communautaire. La Convention III pourrait utilement s'inspirer du concept de grands contrats proposés, au plan mondial, par le Groupe de Lisbonne(8) et l'adapter. On pourrait ainsi avoir un papillon avec de belles « tâches » (voir schéma plus haut) appelées

- contrat social contre la pauvreté et pour la solidarité
- contrat pour la démocratie participative et la société civile,
- contrat culturel pour le dialogue entre cultures et religions,
- contrat environnement, pour la protection des écosystèmes et l'utilisation économe des ressources naturelles (Pour ce dernier le projet de protocole à annexer à la Constitution que Mme Wallström n'a pas obtenu pourrait servir de base).
- On devrait y ajouter contrat santé, modes de consommation et de transport.

La Société du Bien Etre a deux axes interdépendants : celui du bien-être collectif et celui du bien-être individuel, le développement personnel. Le défi est double. Il est tout-à-la fois de parvenir à tenir les deux bouts de la chaîne : d'une part, changer sur le plan personnel et spirituel – pour être, chacun, comme le proposait Gandhi « le changement que vous voudriez voir dans le monde » - et d'autre part créer pratiquement des emplois, des produits, des services, la protection qui répondent aux besoins de l'humanité. Comme il est aussi de savoir faire « alliance » pour transformer un phénomène minoritaire en un courant majoritaire qui permette à l'humanité de passer ce mur de l'évolution.

Des entreprises aux hôpitaux, des banques aux centres de recherche, du secteur de la culture aux organisations sociales, des pouvoirs locaux aux réseaux européens, se construit – d'ores et déjà-une Europe plus proche des aspirations de ses citoyens.

6. Exercer un leadership collectif.

La difficulté c'est, d'autre part, de définir les moyens pour exercer un leadership collectif pour accélérer la transition vers un nouveau modèle de développement. C'est un des fils rouge de notre rencontre et cette question sera abordée de différentes façons tout au long de ces deux jours.

J'ai été très intéressé de constater que cette question sera à l'ordre du jour de la rencontre de M. Koffi Annan avec les entreprises membres du Global Compact. Ni le Global Compact, ni le WBCSD - au plan mondial - ni EPE, ni la CES, ni les ONG, ni l'Union Européenne - au plan européen - ne peuvent être satisfaits de la façon dont nous progressons vers un développement humain durable. Et ceci pour une raison

essentielle, les énormes difficultés à exercer un « leadership collectif ». Les grands secteurs(pouvoirs publics, entreprises, syndicats, société civile) ne se sont pas encore adaptés aux changements dans leur façon de gérer leur mission ou leur objet pour accélérer la transition vers un développement durable.

Pouvoirs Publics. Les Etats membres et l'Union Européenne sont confrontés à des questions de « gouvernance » . Comment l'Union peut-elle être à la fois, d'une part garante de l'intérêt général et , d'autre part, une partie du tout, « à côté » et « partenaire » dans un jeu social mondialisé ? En effet aujourd'hui pouvoirs publics et entreprises, dans un Etat dit « Etat de Marché », sont des « associés rivaux » pris dans un jeu complexe et confronté de plus à l'émergence d'acteurs sociaux qui ne s'identifient ni à l'Etat ni au Marché. La Commission , comme d'autres pouvoirs publics, part d'un schéma où le pouvoir public « surplombe » les organisations, l'individu alors que, dans les conditions présentes, ces nouveaux contrats avec les citoyens seront, pour partie à tout le moins, des contrats de partenariat basé sur le concept de « subsidiarité » et « responsabilité partagée ».(7) Le schéma actuel de gouvernance de la Commision s'inscrit dans une approche binaire « les Institutions politiques » d'un côté, les autres de l'autre (partenaires sociaux et société civile organisée formant « la société civile »), alors qu'un approche « tripartite » pouvoirs publics – le marché – société civile (y compris ici syndicats) reflèterait mieux la réalité et serait plus efficace.

L'Union traite d'ores et déjà de plusieurs des politiques qui font une société du bien être. Il s'agit en effet de traiter des politiques de solidarité, culturelles et sociales, comme des politiques de santé, de territoire et d'environnement, de culture et d'éducation, de sports et de consommation, de communication qui permettent de « réenchanter » le monde. Des budgets y sont déjà affectés mais ils sont relativement limités. Le Forum Permanent de la Société Civile demande que le budget 2007-2013 soit structuré de manière à ce que les moyens soient dégagés pour un projet de société de bien-être et les synergies et partenariats nécessaires.

Nous traiterons aussi de l'autre aile, des politiques industrielles et technologiques. En effet notre « leadership » dans les domaines qui touchent au mode développement durable au XXIème siècle passe, me semble-t-il par le développement de pôles et de plateformes technologiques et de recherche pour l'énergie, l'économie à zéro pollution-zéro déchet, le commerce durable, la biodiversité, la communication.

Les entreprises en Europe doivent quant à elles changer de politique. J'ai été très intéressé par le working paper préparé par John Elkington et ses collègues en vue de la réunion de New York à la fin du mois de Juin où il écrit « the special interests, short-termism and reactive nature of today's mainstream industry lobbying must be addressed. » (9). Nous y reviendrons au cours du déjeuner.

Il y a quatre questions qui me semblent posées aux entreprises et auxquelles « the business case for a well being society » et le message final de cette rencontre devraient répondre :

1. quand allez vous, vous dissocier des positions de ceux qui veulent mettre le développement durable au frigo (vis – à-vis de l'Union Eurpéenne et de ses chefs de Gouvernements) ou l'ignorer (vis-à-vis de l'Administration Bush) et, pour reprendre les mots de Koffi Annan au World Economic Forum rappelés par Elkington, « take a more vigorous line in lobbying for changes » ? Cette question est clef parce qu'elle justifie la grande méfiance d'une partie de la société civile à l'égard de l'action des entreprises pour le développement durable.

2. quand allez vous passer d'initiatives isolées (chaque entreprise, son initiative pour le développement durable) à une sorte de leadership collectif dans un cadre multi-stakeholders ? Je pose cette question parce qu'en tant que EPE nous avons besoin d'une participation plus forte d'entreprises leaders.
3. Comment « Doing business with the poor » change le projet d'entreprise (10) ?
4. quand le monde de la finance, les agences de rating, les investisseurs institutionnels, les banques vont-ils donner un nouveau sens au mot « croissance ». C'est la raison pour laquelle je souhaite que nous explorions le lien potentiel entre nos discussions et la conférence Tripple Bottom Line Investments de Novembre sur « croissance ».

Je pense que c'est lorsque la société civile européenne aura reçu une réponse à ces questions que pourra réellement progresser un dialogue fructueux sur de nouvelles synergies, des changements systémiques en matières de partenariats entre publics-privés-société civile.

Toutes vos suggestions en la matière sont les bienvenues. Soulignons qu'il y a ici une course contre la montre contre le populisme et son impact politique comme sur la société civile

Société civile. Il y a aujourd'hui une convergence d'intérêt pour développer le quatrième moteur de la fusée Europe : *la voie participative*. L'Union Européenne s'est construite au cours d'un demi-siècle par 3 « voies » : *la voie intergouvernementale* (comme le Conseil Européen), *la voie fédéraliste* (comme le Parlement) et *la voie fonctionnaliste* (comme le marché intérieur et l'euro). Tant les cercles politiques (en raison du fossé entre l'élite européenne et ses citoyens, le blocage de dossiers devenus tabous, la montée des méga-risques) que les milieux d'affaires (avec notamment la montée du risque de réputation), les syndicats (avec la montée du risque de dumping social) et la société civile (avec les retards pris dans la rencontre des grands défis démographique, écologique et sociaux) ont aujourd'hui le même intérêt : *recréer du capital social* par une approche participative qui associe pouvoirs publics – entreprises et société civile et *proposer un nouvel horizon mobilisateur*, la société de bien-être (11).

La question pour les leaders de la société civile est de savoir s'ils sauront faire la distinction entre la priorité (La maison est menacée par le feu , des vents violents attisent le populisme) et les moyens (dont le partenariat).

Aussi, le test de la crédibilité de ce processus et de cette rencontre tiendra dans le contenu du programme d'action qui en résultera. Nous attendons vos propositions pour des synergies renforcées entre les initiatives que vous avez déjà prises ou entendez prendre. Je

Voici les premières initiatives proposées pour « Renaissance Europe », à vous d'en ajouter d'autres dont vous prendriez la responsabilité.

- Au plan pan-européen, REC propose ... (à compléter)
- Nous proposons de lancer une plateforme sur le thème des engagements du millénaire et du programme d'action de Johannesburg. (johannesburg programme of implementation
- Nous proposons avec STIC, le lancement de rencontres « champions and leaders » sur le thème des achats responsables et market intelligence et une plateforme électronique.

- Nous proposons d'organiser une prochaine rencontre de notre think-tank sur le partenariat euro-méditerranéen
- Nous avons une lettre électronique. Elle est à votre disposition.
- Nous vous proposons de lancer un café bruxellois.

Conclusion.

Nous avons donc me semble-t-il à convaincre le Président de la Commission 2004-2009 d'opérer un triple choix:

- **Métamorphoser l'Union et donner un corps et deux ailes au papillon. Faire du bien-être des peuples de l'Union et du monde un axe stratégique**
- **Provoquer un changement systémique et donner un quatrième moteur à la fusée Europe : la voie participative.** La voie participative pour l'Europe consisterait à mettre en place des mécanismes nouveaux, qui répondent aux « changements systémiques » nécessaires, facilitent les partenariats via une gouvernance en réseau qui compléterait le système multilatéral qu'est déjà l'Union.
- **Repenser l'Europe des Partenariats.** De notre point de vue, la Commission doit procéder à une révision stratégique de sa vision, de ses méthodes et de ses règles en matière de partenariats et de soutien aux agents du changement. Tout cela notamment pour que le tri-partenariat entre secteurs public et privé et société civile - qui sera source d'innovation et de compétitivité- puisse jouer à plein, qu'un effet multiplicateur et d'échelle se crée, que la transition soit suffisamment accélérée pour arriver à endiguer les mega-risques.

Il s'agit de traiter des partenariats

- (a) à l'intérieur de et pour les citoyens de l'Union élargie, les « deux poumons mais un seul cœur » du Président Prodi
- (b) dans le cadre international.

Dès le début de son mandat, le Président de la nouvelle Commission devrait se doter d'une Task Force attachée à son Cabinet, « Europe des Partenariats, nouvelle méthode, nouvel horizon » et lancer le programme Synergie 2005-2010 dont nous avons esquissé les premières lignes lors de notre rencontre de Juin 2003. ainsi que dans le background paper de cette réunion (11)

Conclusions.

Ceci n'est pas la réunion de doux rêveurs promettant une société apaisée dans une économie dématérialisée ou la compétition est remplacée par une co-opération sans nuage. C'est une rencontre qui part du constat que la stratégie pour le développement durable de l'Union Européenne est un échec, à tout le moins une stratégie au frigo. Cette rencontre est aussi celle d'une réflexion sur la meilleure manière de préparer l'Europe à affronter les crises qui se profilent à l'horizon (de l'hiver démographique au changement climatologique et aux nouvelles formes de conflit autour des ressources). C'est aussi une rencontre de réflexion sur les changements qui doivent être apportés au projet de l'Union Européenne, à la façon de travailler des entreprises, de la Commission, des syndicats et de la société civile si l'Europe veut réussir sa cohésion sociale, accroître son potentiel d'innovation et sa compétitivité, se créer de nouveaux marchés.

Une des questions centrales est de savoir si l'Union saura anticiper sur le choc et les bouleversements attendus à l'horizon 2020 et par là écarter les menaces de déclin que d'aucuns lui prêtent, notamment pour des raisons démographiques. De quoi s'agit-il : rien de moins que du défi pour la planète de passer à une éthique planétaire. A l'horizon 2020(12), deux faisceaux de facteurs de transformation de notre vie sur la planète atteindront une masse critique : d'une part les menaces annoncées en termes de population, pauvreté, faim, accès à l'eau, changement climatique, éco-systèmes etc qui apparaissent des phénomènes sans connection les uns avec les autres apparaissent d'ores et déjà comme étroitement interdépendants et déboucheront sur une crise du système tout entier. D'autre part les opportunités, les facteurs de transformation, comme par exemple la révolution mondiale des communications, de nouvelles formes de solidarité, les innovations technologiques et sociales d'un monde en réseau comme les nouvelles formes de partenariat présenteront des opportunités fantastiques. Les deux se combinant nous nous trouverons confronté à un « mur d'évolution » (evolutionary wall) (12). Le succès ou l'échec dépendra de la façon dont nous préparerons ce tournant dans l'histoire de l'humanité. Je vous souhaite de réussir.

- (1) Le Monde. 16-17 Mai 2004
- (2) Draft Constitutional Treaty
- (3) Une Constitution pour l'Europe. Commission Européenne.
- (4) Building our Common Future. Policy challenges and budgetary means of the Enlarged European Union 2007-2013 COM(2004) 101 Final.
- (5) Avis du Comité Economique et Social.
- (6) The power and potential of well-being indicators. New Economics Foundation
- (7) La Grande Perturbation. Zaïka Laïdi.
- (8) Limite à la Compétitivité. Pour un Nouveau Contrat Mondial. Ed. de la Découverte 1994.
- (9) Global Compact. White Paper. Elkington.
- (10) Doing business with the poor, a field guide. WBCSD Geneva
- (11) La Société de Bien Etre par Raymond Van Ermen (2004).
- (12) The 2020 Challenge : Evolutionary Bounce or Evolutionary Crash ? by Duane Elgin Campaign 2020– New Horizons for Learning.

(*) Forum Permanent de la Société Civile, Square de Meeus 25 à 1000 Bruxelles.